

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TMB/N/262

18 juillet 1997

(97-2980)

Organe de supervision des textiles

Original: anglais

ACCORD SUR LES TEXTILES ET LES VETEMENTS

Notification au titre de l'article 2:17

COMMUNAUTE EUROPEENNE

Dispositions administratives convenues avec la Thaïlande

La Commission européenne a fait parvenir à l'Organe de supervision des textiles une notification au titre du paragraphe 17 de l'article 2. L'OSpT distribue cette notification aux Membres de l'OMC pour information.

Commission européenne
Direction générale I

Bruxelles, 26 septembre 1996

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de notifier à l'Organe de supervision des textiles les dispositions administratives qui ont été convenues entre la Communauté européenne et la République populaire du Bangladesh*, la République de Corée, Hong Kong, l'Inde, la République d'Indonésie, Macao, la Fédération de Malaisie, le Pakistan, le Pérou, la République de Singapour, Sri Lanka et le Royaume de Thaïlande** au titre de l'article 2:17 de l'Accord sur les textiles et les vêtements.

Il a été convenu entre la Commission et les autorités des pays concernés que ces dispositions seraient notifiées conjointement. Le texte original de ces notifications conjointes est joint en annexe.

Je vous prie d'agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma très haute considération.

(signé) Enrico Grillo Pasquarelli

Monsieur l'Ambassadeur Szepesi
Président
Organe de supervision des textiles
Organisation mondiale du commerce
Centre William Rappard
154, rue de Lausanne
CH-1211 Genève 21

* Cette notification a été retirée à la demande de la Commission européenne.

** Le présent document contient les dispositions administratives convenues avec la Thaïlande. Les dispositions administratives convenues avec les autres Membres mentionnés ci-dessus feront l'objet de documents distincts.

Bruxelles, 6 septembre 1996

Monsieur l'Ambassadeur,

Les représentants soussignés de la Communauté européenne et du Royaume de Thaïlande souhaitent notifier à l'Organe de supervision des textiles les dispositions administratives qui ont été convenues entre la Communauté européenne et le Royaume de Thaïlande au titre de l'article 2:17 de l'Accord sur les textiles et les vêtements, dont le texte est joint en annexe.

Je vous prie d'agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma très haute considération.

(signé) Somkiati Ariyapruchya
Ambassadeur - Chef de Mission
Mission du Royaume de Thaïlande
auprès des Communautés européennes

(signé) Enrico Grillo Pasquarelli
Représentant de la
Communauté européenne

Monsieur l'Ambassadeur Szepesi
Président
Organe de supervision des textiles
Organisation mondiale du commerce
Centre William Rappard
154, rue de Lausanne
CH-1211 Genève 21

Dispositions de l'Accord entre la Communauté économique européenne et le Royaume de Thaïlande sur le commerce de produits textiles, paraphé à Bruxelles le 28 juin 1986, modifié par l'Accord sous forme d'échange de lettres portant modification de l'Accord entre la Communauté économique européenne et le Royaume de Thaïlande sur le commerce de produits textiles, paraphé à Bruxelles le 17 décembre 1992, qui sera notifié en tant que dispositions administratives au titre de l'article 2:17 de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur les textiles.

Article	Teneur
Section 1: Dispositions commerciales	
Article 2:3	Détermination de l'origine des produits visés
Article 4	Réimportation après perfectionnement passif
Article 5	Fabrication artisanale
Article 6	Importations dans la CE aux fins de réexportation après transformation
Article 7 (sauf le paragraphe 5)	Flexibilité
Article 9, tel qu'il a été modifié	Echange d'informations statistiques
Article 10	Modifications de la classification
Article 11	Contournement
Article 12, tel qu'il a été modifié	Concentration régionale
Protocole A, tel qu'il a été modifié	Classification Origine Double contrôle Certificats d'exportation Certificats d'origine, etc. Certificats d'exportation, etc. Coopération administrative Modèle de licence d'exportation (textiles) formulaire 5 Modèle de certificat d'origine
Protocole B	Fabrication artisanale
Protocole E	Opérations de perfectionnement passif
Déclaration conjointe (1986)	Tissus batik et produits en ces tissus
Procès-verbal approuvé n° 2 (1992)	Système de gestion spécifique temporaire
Procès-verbal approuvé n° 3 (1992)	Régions à contingents traditionnellement petits
<i>Note verbale</i> (1992)	Concerne le Procès-verbal approuvé n° 2 (1992)
Procès-verbal approuvé n° 4 (1992)	Concentration régionale

ANNEXE

Dispositions administratives convenues entre la
Communauté européenne et la Thaïlande

L'annexe ci-après reproduit intégralement, pour l'information des Membres, le texte des dispositions de l'accord bilatéral entre la Communauté économique européenne et la Thaïlande auxquelles il est fait référence dans la notification des dispositions administratives à l'Organe de supervision des textiles (OSpT) conformément au paragraphe 17 de l'article 2 de l'Accord sur les textiles et les vêtements.

Lorsque les dispositions font état de "l'Accord", il s'agit de l'accord bilatéral entre les parties (et non de l'Accord sur les textiles et les vêtements).

Certains articles mentionnés dans le texte ne font pas partie des dispositions administratives. Les dispositions de ces articles soit ont été notifiées à l'OSpT (par exemple les limites quantitatives en question et les dispositions pertinentes relatives à la flexibilité) soit ne sont pas destinées à faire partie des dispositions administratives. Ces dispositions sont indiquées par des notes de bas de page, lesquelles sont des notes explicatives et ne font pas partie des dispositions administratives proprement dites.

Article 2

L'origine des produits visés par le présent accord est déterminée conformément aux règles en vigueur dans la Communauté.

Toute modification de ces règles d'origine est communiquée à la Thaïlande et n'a pas pour effet de réduire une limite quantitative établie à l'annexe II.¹

Les procédures de contrôle de l'origine des produits susmentionnés sont énoncées dans le Protocole A.

Article 4

La Thaïlande et la Communauté reconnaissent le caractère spécial et différent des réimportations de produits textiles dans la Communauté après transformation en Thaïlande.

Sous réserve qu'elles soient effectuées conformément aux règlements relatifs au régime de perfectionnement passif économique en vigueur dans la Communauté, ces réimportations ne sont pas assujetties aux limites quantitatives établies à l'annexe II lorsqu'elles sont visées par les dispositions spécifiques énoncées dans le Protocole E.

Article 5

Les exportations de tissus de fabrication artisanale, tissés sur des métiers actionnés à la main ou au pied, de vêtements ou d'autres articles faits à la main avec ces tissus et de produits artisanaux relevant du folklore traditionnel ne sont pas assujetties à des limites quantitatives, à condition que ces produits remplissent les conditions énoncées dans le Protocole B.

Article 6

1. Les importations dans la Communauté de produits textiles visés par le présent accord ne sont pas assujetties aux limites quantitatives établies dans l'annexe II², à condition qu'elles soient déclarées comme étant destinées à être réexportées de la Communauté dans le même état ou après transformation, dans le cadre du système administratif de contrôle qui existe au sein de la Communauté.

Toutefois, la mise à la consommation de produits importés dans les conditions mentionnées ci-dessus est subordonnée à la présentation d'un certificat d'exportation délivré par les autorités thaïlandaises et à la preuve de l'origine conformément aux dispositions du Protocole A.

2. Lorsque les autorités communautaires ont la preuve que des importations de produits textiles ont été imputées sur une limite quantitative établie en vertu du présent accord, mais que les produits ont été ensuite réexportés de la Communauté, les autorités concernées informent les autorités thaïlandaises dans un délai de quatre semaines des quantités en cause et autorisent l'importation de quantités identiques des mêmes produits, lesquelles ne sont pas imputées sur la limite quantitative établie en vertu du présent accord pour l'année en cours ou l'année suivante.

¹Il s'agit des limites notifiées par la Communauté européenne au titre de l'article 2 de l'Accord sur les textiles et les vêtements.

²Il s'agit des limites notifiées par la Communauté européenne au titre de l'article 2 de l'Accord sur les textiles et les vêtements.

Article 9

1. La Thaïlande s'engage à fournir à la Communauté des informations statistiques précises sur toutes les licences d'exportation délivrées par les autorités thaïlandaises pour toutes les catégories de produits textiles assujettis aux limites quantitatives établies en vertu du présent accord ainsi que sur tous les certificats délivrés par les autorités thaïlandaises pour tous les produits visés à l'article 5 et assujettis aux dispositions du Protocole B.

La Communauté fournit de même aux autorités thaïlandaises des informations statistiques précises sur les documents ou autorisations d'importation délivrés par les autorités communautaires en ce qui concerne les licences et certificats d'exportation délivrés par la Thaïlande.

2. Les informations visées au paragraphe 1 sont communiquées, pour toutes les catégories de produits, avant la fin du mois qui suit le mois auquel les statistiques se rapportent.

3. La Communauté communique aux autorités thaïlandaises les statistiques d'importation pour tous les produits visés par le système de contrôle administratif mentionné à l'article 8, paragraphe 2³ et pour les produits visés par l'article 6 paragraphe 1.

4. Les informations visées au paragraphe 3 sont communiquées, pour toutes les catégories de produits, avant la fin du troisième mois qui suit le trimestre auquel les statistiques se rapportent.

5. S'il est constaté à l'analyse des informations échangées qu'il existe des différences importantes entre les déclarations concernant les exportations et celles concernant les importations, des consultations peuvent être engagées conformément à la procédure prévue à l'article 16.

6. Aux fins d'application des dispositions de l'article 8⁴, la Communauté s'engage à fournir aux autorités thaïlandaises avant le 15 avril de chaque année les statistiques de l'année précédente concernant les importations de tous les produits textiles visés par le présent accord, ventilées par pays fournisseur et par Etat membre de la Communauté.

Article 10

1. En cas de divergence d'opinions entre la Thaïlande et les autorités communautaires compétentes au point d'entrée dans la Communauté au sujet de la classification de produits visés par le présent accord, la classification est fondée provisoirement sur les indications fournies par la Communauté, en attendant des consultations conformément à l'article 16 en vue de parvenir à un accord sur la classification définitive des produits en cause.

2. Si la classification provisoire susmentionnée aboutit à un débit provisoire par rapport à une limite quantitative pour une catégorie de produits autre que la catégorie indiquée sur les documents d'exportation délivrés par les autorités thaïlandaises compétentes, la Communauté en informe la Thaïlande dans un délai de 30 jours.

³Cette disposition avait trait à un mécanisme de "sortie de panier".

⁴Cette disposition avait trait à un mécanisme de "sortie de panier".

3. Les autorités thaïlandaises sont informées de toute modification des nomenclatures tarifaire et statistique en vigueur dans la Communauté ou de toute décision, prise conformément aux procédures en vigueur dans la Communauté, concernant la classification des produits visés par le présent accord.

Toute modification des nomenclatures tarifaire et statistique en vigueur dans la Communauté ou toute décision qui entraîne une modification de la classification des produits visés par le présent accord n'ont pas pour effet de réduire une limite quantitative établie dans l'annexe II.⁵

Les modalités d'application du présent paragraphe sont énoncées dans le Protocole A.

Article 11

1. La Thaïlande et la Communauté conviennent de coopérer pleinement pour prévenir le contournement du présent accord par le jeu de la réexpédition, du déroutement ou de tout autre moyen.

2. Lorsque les informations dont dispose la Communauté à l'issue des enquêtes effectuées conformément aux procédures énoncées dans le Protocole A apportent la preuve que des produits d'origine thaïlandaise soumis à des limites quantitatives établies en vertu du présent accord ont été réexpédiés, déroutés ou importés dans la Communauté par un autre moyen tournant le présent accord, la Communauté peut demander l'ouverture de consultations conformément aux procédures décrites à l'article 16, en vue de parvenir à un accord sur un ajustement équivalent des limites quantitatives correspondantes établies en vertu du présent accord.

3. En attendant le résultat des consultations visées au paragraphe 2, la Thaïlande, à titre conservatoire, si la Communauté lui en fait la demande, prend les dispositions nécessaires pour que les ajustements des limites quantitatives susceptibles d'être convenus à l'issue des consultations visées au paragraphe 2 puissent être effectués pour l'année contingentaire au cours de laquelle la demande d'ouverture de consultations conformément au paragraphe 2 a été faite ou pour l'année suivante si le contingent pour l'année en cours est épuisé, lorsque des éléments de preuve manifestes de l'existence d'un contournement sont fournis.

4. Si les parties ne parviennent pas au cours des consultations à une solution satisfaisante dans le délai prévu à l'article 16, la Communauté a le droit, lorsque des éléments de preuve manifestes de l'existence d'un contournement ont été fournis, de déduire des limites quantitatives établies en vertu du présent accord les montants correspondant aux produits d'origine thaïlandaise.

Article 12

1. Les limites quantitatives établies en vertu du présent accord pour les importations dans la Communauté de produits textiles d'origine thaïlandaise ne sont pas ventilées par la Communauté en parts régionales.

2. Les parties coopèrent afin de prévenir des modifications brusques et préjudiciables des courants d'échanges traditionnels entraînant une concentration régionale des importations directes dans la Communauté.

⁵Il s'agit des limites notifiées par la Communauté européenne au titre de l'article 2 de l'Accord sur les textiles et les vêtements.

3. La Thaïlande surveille ses exportations de produits soumis à limitation ou à surveillance à l'entrée dans la Communauté. En cas de modification brusque et préjudiciable des courants d'échanges traditionnels, la Communauté est habilitée à demander des consultations afin de trouver une solution satisfaisante à ce problème. Ces consultations doivent avoir lieu dans un délai de 15 jours ouvrables à compter de la date à laquelle la Communauté les a demandées.

4. La Thaïlande s'efforce de veiller à ce que les exportations de produits textiles soumis à des limites quantitatives à l'entrée dans la Communauté soient réparties de manière aussi régulière que possible sur l'année, compte dûment tenu en particulier des facteurs saisonniers.

PROTOCOLE A

TITRE I

Classification

Article premier

1. Les autorités compétentes de la Communauté s'engagent à informer la Thaïlande des modifications éventuelles des nomenclatures tarifaire et statistique avant la date de leur entrée en vigueur dans la Communauté.
2. Les autorités compétentes de la Communauté s'engagent à informer la Thaïlande des décisions éventuelles concernant la classification des produits visés par l'Accord au plus tard dans un délai d'un mois à compter de leur adoption. Les informations communiquées comprennent:
 - a) la description des produits concernés;
 - b) la catégorie et les références tarifaires et statistiques correspondantes;
 - c) les raisons qui ont conduit à la décision.
3. Lorsqu'une décision concernant la classification entraîne une modification de la pratique en la matière ou un changement de catégorie de tout produit visé par l'Accord, les autorités compétentes de la Communauté prévoient un délai de 30 jours à compter de la date de la communication de la Communauté avant de donner effet à la décision. Les produits expédiés avant la date de mise en application de la décision restent assujettis à la pratique antérieure concernant la classification, à condition que les marchandises en question soient présentées à l'importation dans la Communauté dans les 60 jours suivant ladite date.
4. Lorsqu'une décision de la Communauté concernant la classification et entraînant un changement de pratique en matière de classification ou un changement de catégorie d'un produit visé par l'Accord affecte une catégorie soumise à limitation, les deux parties conviennent d'engager des consultations conformément aux procédures décrites à l'article 16, paragraphe 1 de l'Accord en vue d'honorer l'obligation énoncée dans le deuxième sous-paragraphe du paragraphe 3 de l'article 10 de l'Accord.

TITRE II

Origine

Article 2

1. Les produits originaires de Thaïlande destinés à être exportés dans la Communauté conformément aux dispositions établies par le présent accord sont accompagnés d'un certificat d'origine thaïlandaise conforme au modèle annexé au présent protocole.
2. Le certificat d'origine est délivré par les autorités gouvernementales compétentes de la Thaïlande si les produits en cause peuvent être considérés comme des produits originaires de ce pays au sens des règles pertinentes en vigueur dans la Communauté.

3. Le certificat d'origine visé au paragraphe 1 n'est pas exigé pour l'importation de marchandises faisant l'objet d'un certificat d'origine formule A ou d'un formulaire APR rempli conformément aux règles communautaires pertinentes aux fins d'admission au bénéfice des préférences tarifaires généralisées.

Article 3

Le certificat d'origine est délivré uniquement à la demande de l'exportateur ou, sous la responsabilité de l'exportateur, à la demande de son mandataire. Les autorités gouvernementales compétentes de la Thaïlande veillent à ce que le certificat d'origine soit dûment rempli et à cette fin elles demandent toute pièce justificative nécessaire ou effectuent tout contrôle qu'elles jugent utile.

Article 4

Lorsque différents critères sont prévus pour déterminer l'origine de produits relevant de la même catégorie, les certificats ou déclarations d'origine contiennent une description des marchandises suffisamment détaillée pour que l'on puisse identifier le critère sur la base duquel le certificat a été délivré ou la déclaration établie.

Article 5

La constatation de légères discordances entre les mentions portées sur le certificat d'origine et celles qui sont portées sur les documents présentés au bureau de douane en vue de l'accomplissement des formalités d'importation des produits ne mettent pas *ipso facto* en doute les déclarations contenues dans le certificat.

TITRE III

Système du double contrôle pour les catégories de produits soumis à des limites quantitatives

Section I

Exportation

Article 6

Les autorités compétentes de la Thaïlande délivrent une licence d'exportation en ce qui concerne tous les envois au départ de la Thaïlande de produits textiles visés à l'annexe II⁶ jusqu'à concurrence des limites quantitatives pertinentes éventuellement modifiées par les articles 7⁷, 13⁸ et 14⁹ de l'Accord

⁶Il s'agit des limites notifiées par la Communauté européenne au titre de l'article 2 de l'Accord sur les textiles et les vêtements.

⁷Ces dispositions ont trait à la flexibilité et ont été notifiées par la Communauté européenne au titre de l'article 2 de l'Accord sur les textiles et les vêtements.

⁸Cette disposition avait trait au calcul au prorata en cas de dénonciation de l'Accord.

⁹Cette disposition concernait un système de parts régionales.

et de produits textiles soumis le cas échéant à des limites quantitatives provisoires ou définitives établies en application de l'article 8¹⁰ de l'Accord.

Article 7

1. La licence d'exportation est conforme au modèle joint en annexe au présent protocole et elle est valable pour les exportations sur tout le territoire douanier auquel s'applique le Traité instituant la Communauté économique européenne. Toutefois, lorsque la Communauté a invoqué les dispositions de l'article 8¹¹ conformément aux dispositions du Procès-verbal approuvé n° 1, ou du Procès-verbal approuvé n° 2, les produits textiles visés par les licences d'exportation ne peuvent être mis en libre pratique que dans la (les) région(s) de la Communauté indiquée(s) dans ces licences.

Elle doit certifier notamment que la quantité du produit en cause a été imputée sur la limite quantitative prescrite pour la catégorie de ce produit.

2. Chaque licence d'exportation vise une seule des catégories de produits énumérées à l'annexe II¹² du présent accord. Elle peut être utilisée pour un ou plusieurs envois des produits en cause.

Article 8

Les autorités communautaires compétentes doivent être informées immédiatement du retrait ou de la modification de toute licence d'exportation déjà délivrée.

Article 9

1. Les exportations sont imputées sur les limites quantitatives établies pour l'année durant laquelle l'expédition des marchandises a été effectuée, même si la licence d'exportation est délivrée après cette expédition.

2. Aux fins de l'application du paragraphe 1, l'expédition des marchandises est réputée avoir eu lieu à la date du chargement de ces marchandises sur l'avion, le véhicule ou le navire qui les exportent.

Article 10

La présentation de la licence d'exportation, en application de l'article 12, est effectuée au plus tard le 31 mars de l'année suivant l'année au cours de laquelle les marchandises visées par la licence ont été expédiées.

¹⁰Cette disposition avait trait à un mécanisme de "sortie de panier".

¹¹Cette disposition avait trait à un mécanisme de "sortie de panier".

¹²Il s'agit des limites notifiées par la Communauté européenne au titre de l'article 2 de l'Accord sur les textiles et les vêtements.

Section II

Importation

Article 11

L'importation dans la Communauté de produits textiles soumis à des limites quantitatives est subordonnée à la présentation d'un document ou d'une autorisation d'importation.

Article 12

1. Les autorités communautaires compétentes délivrent le document ou l'autorisation d'importation automatiquement dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la présentation par l'importateur de l'original de la licence d'exportation correspondante.

Les autorisations d'importation sont valables six mois à compter de la date de leur délivrance pour les importations sur tout le territoire douanier auquel s'applique le Traité instituant la Communauté économique européenne. Toutefois, lorsque la Communauté invoque les dispositions de l'article 8¹³ conformément aux dispositions du Procès-verbal approuvé n° 1, ou du Procès-verbal approuvé n° 2, les produits visés par les licences d'importation ne peuvent être mis en libre pratique que dans la (les) région(s) de la Communauté indiquée(s) dans ces licences.

2. Les autorités communautaires compétentes annulent le document ou l'autorisation d'importation déjà délivrés si la licence d'exportation correspondante a été retirée.

Toutefois, si les autorités communautaires compétentes n'ont pas été informées du retrait ou de l'annulation de la licence d'exportation avant que les produits aient été importés dans la Communauté, les quantités en cause sont imputées sur la limite quantitative pour la catégorie et l'année contingentaire en cause.

Article 13

1. Si les autorités communautaires compétentes constatent que les quantités totales visées par les licences d'exportation délivrées par la Thaïlande pour une catégorie particulière excèdent une année donnée la limite quantitative établie à l'annexe II pour cette catégorie, éventuellement modifiée par les articles 7¹⁴, 13¹⁵ et 14¹⁶ de l'Accord, ou une limite provisoire ou définitive établie le cas échéant en vertu de l'article 8¹⁷ de l'Accord, lesdites autorités peuvent suspendre la délivrance de documents ou d'autorisations d'importation. En pareil cas, les autorités communautaires compétentes en informent immédiatement les autorités thaïlandaises et la procédure de consultation spéciale prévue à l'article 16 de l'Accord est mise en oeuvre immédiatement.

¹³Cette disposition avait trait à un mécanisme de "sortie de panier".

¹⁴Ces dispositions ont trait à la flexibilité et ont été notifiées par la Communauté européenne au titre de l'article 2 de l'Accord sur les textiles et les vêtements.

¹⁵Cette disposition avait trait au calcul au prorata en cas de dénonciation de l'Accord.

¹⁶Cette disposition concernait un système de parts régionales.

¹⁷Cette disposition avait trait à un mécanisme de "sortie de panier".

2. Les autorités communautaires compétentes peuvent refuser de délivrer des documents ou des autorisations d'importation pour les exportations d'origine thaïlandaise qui ne font pas l'objet de licences d'exportation thaïlandaises délivrées conformément aux dispositions du présent protocole.

Toutefois, si l'importation de ces produits est autorisée dans la Communauté par les autorités communautaires compétentes, les quantités en cause ne sont pas imputées sur les limites quantitatives correspondantes spécifiées à l'annexe II¹⁸ ou établies en application de l'article 8¹⁹ de l'Accord, sans le consentement formel de la Thaïlande sous réserve des dispositions de l'article 11 de l'Accord.

¹⁸Il s'agit des limites notifiées par la Communauté européenne au titre de l'article 2 de l'Accord sur les textiles et les vêtements.

¹⁹Cette disposition avait trait à un mécanisme de "sortie de panier".

TITRE IV

Forme et présentation des certificats d'exportation et des certificats d'origine, et dispositions communes

Article 14

1. La licence d'exportation et le certificat d'origine peuvent comporter des copies additionnelles dûment indiquées en tant que telles. Ils sont établis en anglais ou en français. S'ils sont remplis à la main, ils doivent l'être à l'encre et en majuscules.

Ces documents mesurent 210 x 297 mm. Le papier utilisé doit être du papier écriture blanc, découpé à format, ne contenant pas de pâte mécanique et pesant au moins 25 g/m². Chaque partie est imprimée sur fond guilloché afin que toute falsification par des moyens mécaniques ou chimiques soit visible à l'oeil nu.

Si les documents comportent plusieurs copies, seule la copie du dessus qui est l'original est imprimée sur fond guilloché. Cette copie porte en évidence la mention "original" et les autres copies la mention "copie". Seul l'original est accepté par les autorités compétentes de la Communauté comme étant valable aux fins de l'exportation vers la Communauté conformément aux dispositions établies par le présent accord.

2. Chaque document porte un numéro de série normalisé, imprimé ou non, permettant de l'identifier.

Ce numéro comprend les éléments suivants:

- deux lettres identifiant la Thaïlande comme suit: TH,
- deux lettres identifiant l'Etat membre dans lequel le dédouanement doit être effectué, comme suit:

AT = Autriche
BL = Bénélux
DE = République fédérale d'Allemagne
DK = Danemark
EL = Grèce
ES = Espagne
FI = Finlande
FR = France
GB = Royaume-Uni
IE = Irlande
IT = Italie
PT = Portugal
SE = Suède
- un numéro à un chiffre pour identifier l'année contingentaire, correspondant au dernier chiffre de l'année, par exemple 7 pour 1987,
- un numéro à deux chiffres allant consécutivement de 01 à 99 pour identifier le bureau émetteur,

- un numéro à cinq chiffres consécutifs allant consécutivement de 00001 à 99999 attribué à l'Etat membre dans lequel le dédouanement doit être effectué.

Article 15

La licence d'exportation et le certificat d'origine peuvent être délivrés après l'expédition des produits auxquels ils se rapportent. En pareils cas, ils portent la mention "délivré *a posteriori*" ou "issued retrospectively".

Article 16

1. En cas de vol, de perte ou de destruction d'une licence d'exportation ou d'un certificat d'origine, l'exportateur peut demander à l'autorité gouvernementale compétente qui a délivré le document un duplicata établi sur la base des documents d'exportation qui sont en sa possession. Le duplicata du certificat ou de la licence ainsi délivré porte la mention "duplicata".

2. Le duplicata doit mentionner la date du certificat original ou de la licence originale.

TITRE V

Coopération administrative

Article 17

La Communauté et la Thaïlande coopèrent étroitement pour mettre en application les dispositions du présent accord. A cette fin, les deux parties facilitent les contacts et les échanges de vues (y compris sur les questions techniques).

Article 18

Pour assurer la bonne application de l'Accord, la Communauté et la Thaïlande s'aident mutuellement à vérifier l'authenticité et l'exactitude des licences d'exportation et des certificats d'origine délivrés ou des déclarations faites au titre du présent protocole.

Article 19

La Thaïlande communique à la Commission des Communautés européennes les noms et adresses des autorités gouvernementales compétentes pour la délivrance et la vérification des licences d'exportation et des certificats d'origine ainsi que les spécimens des empreintes des cachets utilisés par ces autorités. La Thaïlande informe aussi la Commission de toute modification de ces renseignements.

Article 20

1. Le contrôle *a posteriori* des certificats d'origine ou des licences d'exportation est effectué au hasard ou chaque fois que les autorités communautaires compétentes ont des doutes fondés en ce qui concerne l'authenticité du certificat ou de la licence ou l'exactitude des renseignements concernant les produits en cause.

2. En pareils cas, les autorités compétentes de la Communauté renvoient le certificat d'origine ou la licence d'exportation ou une copie desdits documents à l'autorité gouvernementale compétente de la Thaïlande en indiquant le cas échéant les motifs de fond ou de forme qui justifient une enquête. Si la facture a été produite, cette facture ou une copie de celle-ci est jointe au certificat ou à la licence

ou à la copie desdits documents. Les autorités fournissent aussi tous les renseignements qui ont été obtenus et qui font penser que les mentions portées sur le certificat ou la licence sont inexacts.

3. Les résultats des contrôles *a posteriori* effectués conformément aux paragraphes 1 et 2 sont communiqués aux autorités compétentes de la Communauté dans un délai de trois mois au plus tard. Les renseignements communiqués indiquent si le certificat ou la licence ou la déclaration contestée correspond aux marchandises effectivement exportées et si celles-ci remplissent les conditions voulues pour être exportées conformément aux dispositions établies par le présent accord. Les renseignements comprennent également, à la demande de la Communauté, des copies de toute la documentation nécessaire pour établir pleinement les faits et en particulier l'origine réelle des marchandises.

4. Aux fins de contrôle *a posteriori* des certificats d'origine, les copies de ces certificats ainsi que le cas échéant les documents d'exportation qui s'y réfèrent, sont conservés pendant au moins deux ans par l'autorité gouvernementale compétente de la Thaïlande.

5. Le recours à la procédure de contrôle aléatoire prévue dans le présent article ne doit pas constituer un obstacle à la mise à la consommation des produits en cause.

Article 21

1. Lorsque la procédure de contrôle prévue à l'article 20 ou les informations dont dispose la Communauté ou la Thaïlande indiquent ou semblent indiquer que les dispositions du présent accord sont transgressées, les deux parties coopèrent étroitement et avec la célérité voulue pour prévenir pareilles transgressions.

2. A cette fin la Thaïlande, agissant de sa propre initiative ou à la demande de la Communauté, effectue ou fait effectuer les enquêtes nécessaires concernant les opérations qui sont, ou semblent à la Communauté, être contraires au présent accord. La Thaïlande communique les résultats de ces enquêtes à la Communauté en même temps que tous autres renseignements pertinents permettant de déterminer l'origine réelle des marchandises.

3. Sous réserve d'un accord entre la Communauté et la Thaïlande, des représentants désignés par la Communauté peuvent être présents lors des enquêtes susmentionnées.

4. Dans le cadre de la coopération visée au paragraphe 1, la Thaïlande et la Communauté échangent tous renseignements considérés par l'une ou l'autre partie comme étant utiles pour prévenir la transgression des dispositions de l'Accord. Ces échanges peuvent comporter des renseignements sur la production textile en Thaïlande et sur le commerce de produits textiles visés par le présent accord entre la Thaïlande et des pays tiers, en particulier lorsque la Communauté a des motifs raisonnables de considérer que les produits en cause peuvent être en transit sur le territoire de la Thaïlande avant leur importation dans la Communauté. Ces renseignements comprennent, à la demande de la Communauté, des copies de toute la documentation pertinente.

5. Lorsqu'il est établi que les dispositions du présent accord ont été transgressées, la Thaïlande et la Communauté peuvent convenir de prendre les mesures nécessaires pour que pareilles transgressions ne se renouvellent pas.

ANNEXE AU PROTOCOLE A, ARTICLE 2, PARAGRAPHE 1

Appendice III

1. Exporter (name, full address, country) Exportateur (nom, adresse complète, pays)	ORIGINAL		2. No.	
	3. Quota year Année contingentaire		4. Category number Numéro de catégorie	
5. Consignee (name, full address, country) Destinataire (nom, adresse complète, pays)	<p style="text-align: center;">CERTIFICATE OF ORIGIN (Textile products)</p> <hr style="width: 20%; margin: auto;"/> <p style="text-align: center;">CERTIFICAT D'ORIGINE (Produits textiles)</p>			
	6. Country of origin Pays d'origine		7. Country of destination Pays de destination	
8. Place and date of shipment - Means of transport Lieu et date d'embarquement - Moyen de transport	9. Supplementary details Données supplémentaires			
10. Marks and numbers - Number and kind of packages - DESCRIPTION OF GOODS Marques et numéros - Nombre et nature des colis - DESIGNATION DES MARCHANDISES			11. Quantity ¹ Quantité ¹	12. FOB value ² Valeur f.o.b. ²
			13. CERTIFICATION BY THE COMPETENT AUTHORITY - VISA DE L'AUTORITE COMPETENTE I, the undersigned, certify that only the goods described above originated in the country shown in box No. 6, in accordance with the provisions in force in the European Community. Je soussigné certifie que les marchandises désignées ci-dessus sont originaires du pays figurant dans la case 6, conformément aux dispositions en vigueur dans la Communauté européenne.	
14. Competent authority (name, full address, country) Autorité compétente (nom, adresse complète, pays)	At - A On - Le			
	(Signature)		(Stamp - Cachet)	

¹Show the weight (kg.) and also quantity in the unit prescribed for category where other than net weight./Indiquer le poids net en kilogrammes ainsi que la quantité dans l'unité prévue pour la catégorie si cette unité n'est pas le poids net.

²In the currency of the sale contract./Dans la monnaie du contrat de vente.

ANNEXE AU PROTOCOLE A, ARTICLE 7, PARAGRAPHE 1

Appendice IV

1. Exporter (name, full address, country) Exportateur (nom, adresse complète, pays)	ORIGINAL	2. No.	
	3. Quota year Année contingentaie	4. Category number Numéro de catégorie	
5. Consignee (name, full address, country) Destinataire (nom, adresse complète, pays)	<p>EXPORT LICENCE (Textile products)</p> <hr/> <p>LICENCE D'EXPORTATION (Produits textiles)</p>		
	6. Country of origin Pays d'origine	7. Country of destination Pays de destination	
8. Place and date of shipment - Means of transport Lieu et date d'embarquement - Moyen de transport	9. Supplementary details Données supplémentaires		
10. Marks and numbers - Number and kind of packages - DESCRIPTION OF GOODS Marques et numéros - Nombre et nature des colis - DESIGNATION DES MARCHANDISES	11. Quantity ¹ Quantité ¹	12. FOB value ² Valeur f.o.b. ²	
<p>13. CERTIFICATION BY THE COMPETENT AUTHORITY - VISA DE L'AUTORITE COMPETENTE</p> <p>I, the undersigned, certify that only the goods described above have been charged against the quantitative limit established for the year shown in box No. 3 in respect of the category shown in box No. 4 by the provisions regulating trade in textile products with the European Community.</p> <p>Je soussigné certifie que les marchandises désignées ci-dessus ont été imputées sur la limite quantitative fixée pour l'année indiquée dans la case 3 pour la catégorie désignée dans la case 4 dans le cadre des dispositions régissant les échanges de produits textiles avec la Communauté européenne.</p>			
14. Competent authority (name, full address, country) Autorité compétente (nom, adresse complète, pays)	At - A On - Le		
	<p>(Signature) (Stamp - Cachet)</p>		

¹Show the weight (kg.) and also quantity in the unit prescribed for category where other than net weight./Indiquer le poids net en kilogrammes ainsi que la quantité dans l'unité prévue pour la catégorie si cette unité n'est pas le poids net.

²In the currency of the sale contract./Dans la monnaie du contrat de vente.

PROTOCOLE B

1. L'exemption prévue à l'article 5 de l'Accord en ce qui concerne les produits de fabrication artisanale s'applique uniquement aux produits ci-après:

- a) tissus tissés sur des métiers actionnés à la main ou au pied et qui relèvent traditionnellement de la fabrication artisanale de la Thaïlande;
- b) vêtements ou autres articles textiles relevant traditionnellement de la fabrication artisanale de la Thaïlande fabriqués à la main à partir des tissus mentionnés ci-dessus et cousus exclusivement à la main sans l'aide d'une machine;
- c) produits textiles du folklore traditionnel de la Thaïlande faits à la main et relevant de la fabrication artisanale de la Thaïlande, tels que définis dans une liste à convenir entre les deux parties et à annexer au présent protocole.

L'exemption n'est accordée qu'aux produits accompagnés d'un certificat délivré par les autorités thaïlandaises compétentes conformément au modèle annexé au présent protocole. Ce certificat énonce le motif sur lequel se fonde l'exemption et il est accepté par les autorités communautaires compétentes pour autant qu'elles ont la certitude que les produits en cause remplissent les conditions énoncées dans le présent protocole. Les certificats concernant les produits visés au paragraphe c) ci-dessus portent bien en vue la mention "FOLKLORE". En cas de divergence d'opinions entre la Thaïlande et les autorités communautaires compétentes au point d'entrée dans la Communauté quant à la nature de ces produits, des consultations ont lieu dans un délai d'un mois en vue de surmonter cette divergence. Si les importations de l'un des produits susmentionnés prennent des proportions de nature à susciter des difficultés pour la Communauté, les deux parties engagent immédiatement des consultations conformément à la procédure prévue à l'article 16 de l'Accord en vue de trouver une solution quantitative au problème.

2. Les dispositions des titres IV et V du Protocole A s'appliquent *mutatis mutandis* aux produits visés au paragraphe 1 du présent protocole.

ANNEXE II AU PROTOCOLE B

Liste de produits textiles artisanaux du folklore traditionnel de la Thaïlande telle qu'elle a été convenue entre la Communauté économique européenne et la Thaïlande conformément au sous-paragraphe c) du protocole B

Les produits énumérés ci-dessous sont, selon les indications fournies par la Thaïlande, des produits textiles du folklore traditionnel à caractère unique et historique fabriqués à la main et relevant de la fabrication artisanale de la Thaïlande.

Broderie en application de fabrication Méo

Broderie en application finement détaillée d'environ 6 pouces carrés utilisée pour orner la partie arrière des cols ou la partie avant des vêtements au niveau de la taille. Se compose d'une partie centrale en coton sombre décorée d'une broderie au point de chaînette et au point de croix de couleurs vives en forme de bandeau, entourée de multiples bandes de coton perlé cousues ensemble.

Tenture murale de fabrication Yao

Panneau rectangulaire de coton de fabrication domestique à motif géométrique polychrome couvert de petits points de croix, brodés serrés. La tenture est fixée à une petite canne en bambou aux extrémités enjolivées et attachée par un cordon de laine tressée qui continue vers le bas pour former un liseré le long du panneau.

Chemise pour homme de fabrication Yao

Vêtement ample d'étoffe grossière de couleur sombre de fabrication domestique à manches kimono se fermant sur le devant de manière inhabituelle par un rabat sur la gauche de l'encolure qui s'incurve ensuite vers la couture latérale, attaché par des ganses tressées et de petites clochettes qui servent de bouton. Les bords du rabat ainsi que le coton de la partie frontale et des manches sont garnis d'un liseré étroit formé de plusieurs rangées de couleurs contrastées, et la partie frontale inférieure gauche est ornée d'un dessin géométrique formé de petits points de croix.

Veste pour homme de fabrication Méo

Semblable à la chemise ou à la veste de fabrication Yao, mais courte et s'arrêtant au niveau du diaphragme, s'attachant sur le devant par un rabat droit au milieu de la partie gauche avec des clochettes et des ganses tressées qui se terminent par de petites houppes de laine. Les rangées du parement de couleurs contrastées, commençant par une couture décalée par rapport au centre et continuant autour du rabat vers la couture latérale, sont constituées d'étroites bandes de tissu jointes, plus prononcées que le liseré de fabrication Yao. Des bandes sombres très fines accentuent les couleurs, notamment dans les coins biseautés. Les manches sont ornées de bandes unies contrastées.

Echarpes de fabrication Akha

Peuvent être de couleurs vives, en étoffe grossière de fabrication domestique, avec des bandes de couleurs contrastées tissées aux extrémités, ou bien d'un style plus élaboré se présentant sous la forme d'une écharpe simple sombre plus ornée sur le devant, quelque peu semblable à un foulard carré qui pendrait en diagonale avec les points vers le centre. Ce type d'écharpe, multicolore, comprend un motif minutieusement tissé sur toute la surface et un large galon décoratif. Excellent exemple de savoir-faire en matière de tissage.

Blouse pour femme de fabrication Akha

Vêtement de style kimono comportant des rabats en diagonale avec à leur extrémité un large galon formé de rangées entremêlées de couleur et de dessins géométriques. Le rabat à col en V s'attache avec une longue broche d'argent. Coton de fabrication domestique avec motif tissé.

Vestes et blouses de fabrication Karen

Vêtements tissés à la main, de coupe droite, pourvus au milieu d'une fente longitudinale suffisamment longue pour qu'ils puissent être enfilés par-dessus la tête, et dont les bords sont cousus ensemble pour former une couture en dessous des aisselles. La bordure de l'encolure est ornée d'un cordon fait de fibres bicolores torsadées formant une boucle reliée par un simple noeud aux extrémités frangées en bas de la fente. Ces vêtements peuvent être de longueur variable et sont faits dans un tissu soit uni, soit rayé. Des bandes de couleurs contrastées sont souvent tissées transversalement pour former une large bordure sur la partie inférieure, les fils étant laissés libres sur une longueur de 6 à 10 pouces pour former une frange au niveau des coutures latérales, et quelquefois utilisés pareillement comme ornement sur la partie frontale médiane. Se portent par-dessus une blouse ou une chemise à manches longues.

Echarpes de fabrication Karen

Bandes étroites de couleur unie de fabrication domestique pourvues d'une frange de 10 pouces. Des rayures transversales sont tissées aux extrémités à partir d'un fil beaucoup plus dense, qu'on laisse pendre sur les côtés pour former une frange.

Echarpes de fabrication Lahu

Bandes étroites tissées de fabrication domestique pourvues de rayures longitudinales de couleur, se terminant par de longs fils tressés auxquels sont attachés de petits pompons de couleur vive.

Blouses de fabrication Lahu

Une sorte de kimono pourvu de manches larges, et souvent à rayures de couleurs vives sur sa partie supérieure. Le devant de la blouse se rabat vers la droite, se ferme au bord de l'encolure et s'incurve ensuite vers le bas jusqu'en dessous de l'aisselle, le rabat étant orné d'un galon rayé de 3 pouces de large.

Jupes de la région du nord-est

Se caractérisent par de larges bordures de jupe tissées dont l'aspect brodé est obtenu en insérant des fils dans le métier à tisser avec une aiguille pour changer de couleur. Les motifs géométriques prédominent, mais on trouve également des oiseaux, des fleurs et des animaux. C'est un produit artisanal d'une grande beauté, qui demande beaucoup d'habileté, et qui peut se présenter sous la forme de bordures simples ou de bordures tissées sur la longueur de la jupe, en soie à rayures verticales ou unie.

Vestes ou blouses fabriquées par les tribus montagnardes

Conçues sur le modèle de vêtement de coupe droite de fabrication Karen, mais sans la longue frange. Le vêtement fabriqué par les tribus montagnardes a un dessin dont les motifs sont plus riches et les bordures plus larges, qui se termine par une frange d'une longueur de 1 pouce sur tout le bas du vêtement. Tissu de fabrication domestique orné de fils tressés au niveau de l'encolure et des emmanchures.

Vestes et blouses de Chiangmai

De style kimono traditionnel à col rond, se fermant sur le devant au milieu avec un rabat et par une série de cordelettes étroites que l'on attache soi-même. Le style varie, allant d'un tissu uni très grossier de fabrication domestique pour les vestes de travail à un tissu de coton imprimé de texture moyenne pour les chemises pour hommes, en passant par un tissu de coton uni de texture moyenne pourvu d'une bordure décorative pour les vêtements pour femmes.

Vêtements brodés de Chiangmai

Originaires de Chiangmai, mais ne font pas partie de la tradition locale en tant que vêtements. Il s'agit toutefois d'un produit artisanal thaïlandais populaire. Vêtements simples de coton sombre de texture moyenne à armure toile, de coupe droite mais avec une découpe aux emmanchures et à l'encolure. Ornés de fleurs brodées de couleurs vives sur les bords, tout autour du bas du vêtement, sur les poches et/ou sur la partie inférieure frontale. Ce vêtement peut être de toutes longueurs et se fermer par une fermeture à glissière sur le devant ou dans le dos.

Jupes thaïlandaises traditionnelles

Jupe cylindrique que l'on enroule autour de soi, faite d'un tissu d'environ 2 yards de longueur, cousu en forme de tube et enroulé de façon à former une jupe longue. Elle peut être de soie unie ou rayée ou de fils métalliques tissés dans la soie, avec un galon décoratif.

Tentures murales thaïlandaises traditionnelles

Rectangles de coton thaïlandais de texture moyenne avec un bord frangé de ½ pouce, attachés à des montants de bois peints. Ces tentures sont décorées de motifs thaïlandais classiques, tels que des danseurs thaïlandais, des éléphants ou une barque royale, peints sur le coton en une ou plusieurs couleurs.

Tentures murales en velours

Bouddhas, éléphants, ou paysages thaïlandais artistement peints sur du velours sombre.

Oreillers thaïlandais traditionnels

Ces oreillers sont de forme rectangulaire et se composent de huit tubes rectangulaires assemblés autour d'un espace vide. Ils sont utilisés pour se garder les mains au chaud dans les régions froides. Les oreillers peuvent être en soie, en coton ou de fabrication domestique. Ils sont recouverts de tissu uni et imprimé, à motif thaïlandais.

Veste pour homme de fabrication Akha

En coton noir de fabrication domestique, cette chemise-veste est pourvue d'un col de style chinois. Agrémentée de couleurs contrastées, elle est décorée de rangées de boutons et/ou de pièces d'argent ou d'aluminium. Il y a généralement des rangées de broderies à point de croix.

Veste pour femme de fabrication Akha

Elle est semblable à la veste pour homme, à cette différence près qu'elle n'a pas de col et qu'elle comporte normalement plus de couleurs contrastées dans sa décoration.

Jupe de fabrication Méo

Elle consiste en un tissu batik plissé de fabrication Méo d'une longueur de 6 yards. La bordure est formée d'une bande d'étoffe brodée d'environ la même longueur. Le tissu batik de fabrication Méo est blanc et bleu marine. La décoration est d'une très grande variété de couleurs et de motifs. Elle comporte généralement des bandes d'étoffe en application qui s'intercalent dans le motif de la broderie.

Tablier de fabrication Méo

Le tablier de fabrication Méo est purement décoratif. Il se compose de broderies et de broderies en application exécutées sur une bande d'étoffe d'environ 10 pouces x 30 pouces.

Tentures murales de fabrication Lahu

Tissées à la main, les tentures murales de fabrication Lahu consistent en plusieurs rangées d'un motif lahu traditionnel entremêlé de rangs de pompons ou d'une rangée ininterrompue de laine tissée dans un autre motif. Fixée à une flèche en bambou, elle est accrochée par une écharpe de laine tressée. Le bas de la tenture se termine par une frange de laine ou de coton.

Couvertures de fabrication Karen

Ces couvertures consistent en trois ou quatre panneaux d'étoffe tissée sur métier à sangles Karen cousus ensemble. Ils sont en coton et généralement rayés. L'une des extrémités est pourvue d'une rangée de franges de 3 à 5 pouces de long. L'étoffe utilisée pour ces couvertures est semblable à celle des vestes et des blouses.

ANNEXE AU PROTOCOLE B

Appendice V

1. Exporter (name, full address, country) Exportateur (nom, adresse complète, pays)	ORIGINAL	2. No.	
3. Consignee (name, full address, country) Destinataire (nom, adresse complète, pays)	<p>CERTIFICATE in regard to HANDLOOMS, TEXTILE HANDICRAFTS and TRADITIONAL TEXTILE PRODUCTS, OF THE COTTAGE INDUSTRY, issued in conformity with and under the conditions regulating trade in textile products with the European Community</p> <hr/> <p>CERTIFICAT relatif aux TISSUS, TISSES SUR METIERS A MAIN, aux PRODUITS TEXTILES FAITS A LA MAIN, et aux PRODUITS TEXTILES RELEVANT DU FOLKLORE TRADITIONNEL, DE FABRICATION ARTISANALE, délivré en conformité avec et sous les conditions régissant les échanges de produits textiles avec la Communauté européenne</p>		
6. Place and date of shipment - Means of transport Lieu et date d'embarquement - Moyen de transport	4. Country of origin Pays d'origine	5. Country of destination Pays de destination	
8. Marks and numbers - Number and kind of packages - DESCRIPTION OF GOODS Marques et numéros - Nombre et nature des colis - DESIGNATION DES MARCHANDISES	7. Supplementary details Données supplémentaires		
<p>11. CERTIFICATION BY THE COMPETENT AUTHORITY - VISA DE L'AUTORITE COMPETENTE</p> <p>I, the undersigned, certify that the consignment described above includes only the following textile products of the cottage industry of the country shown in box No. 4:</p> <p>(a) fabrics woven on looms operated solely by hand or foot (handlooms)²;</p> <p>(b) garments or other textile articles obtained manually from the fabrics described under (a) and sewn solely by hand without the aid of any machine (handicrafts)²;</p> <p>(c) traditional folklore handicraft textile products made by hand, as defined in the list agreed between the European Community and the country shown in box No. 4.</p> <p>Je soussigné certifie que l'envoi décrit ci-dessus contient exclusivement les produits textiles suivants relevant de la fabrication artisanale du pays figurant dans la case 4:</p> <p>a) tissus tissés sur des métiers actionnés à la main ou au pied (handlooms)²;</p> <p>b) vêtements ou autres articles textiles obtenus manuellement à partir de tissus décrits sous a) et cousus uniquement à la main sans l'aide d'une machine (handicrafts)²;</p> <p>c) produits textiles relevant du folklore traditionnel fabriqués à la main, comme définis dans la liste convenue entre la Communauté européenne et le pays indiqué dans la case 4.</p>		9. Quantity Quantité	10.FOB value ¹ Valeur f.o.b. ¹
12. Competent authority (name, full address, country) Autorité compétente (nom, adresse complète, pays)	<p>At - A On - Le</p> <p>(Signature) (Stamp - Cachet)</p>		

¹In the currency of the sale contract./Dans la monnaie du contrat de vente.

²Delete as appropriate./Biffer la (les) mention(s) inutile(s).

PROTOCOLE E

Les réimportations au sens de l'article 4, paragraphe 2, du présent accord dans la Communauté de produits énumérés dans l'annexe au présent protocole sont assujetties aux dispositions de l'Accord, sauf stipulation expresse des dispositions particulières énoncées ci-après:

1. Seules les réimportations dans la Communauté assujetties aux limites quantitatives spécifiques définies dans l'annexe au présent protocole, modifiées le cas échéant par l'application des paragraphes 2 et 3, sont considérées comme des réimportations au sens de l'article 4, paragraphe 2.
2. Les réimportations qui ne sont pas visées par l'annexe peuvent être soumises à des limites quantitatives spécifiques à la suite de consultations conformément aux procédures prévues à l'article 16 de l'Accord, sous réserve que les produits en cause soient assujettis aux limites quantitatives établies en vertu de l'annexe II de l'Accord.
3. La Communauté peut, si elle le juge bon, et compte tenu de l'intérêt des deux parties, ou dans le cadre d'une demande visée à l'article 16 de l'Accord:
 - a) examiner les possibilités de transfert entre catégories et d'utilisation anticipée ou de report de fractions de limites quantitatives spécifiques d'une année à une autre.
4. Toutefois, la Communauté peut appliquer automatiquement la marge de flexibilité prévue au paragraphe 3 dans la mesure ci-après:
 - a) transfert entre catégories jusqu'à concurrence de 20 pour cent de la part fixée pour la catégorie à laquelle le transfert est effectué;
 - b) report de limites quantitatives spécifiques d'une année à une autre jusqu'à concurrence de 10,5 pour cent de la part pour l'année d'utilisation effective;
 - c) utilisation anticipée de limites quantitatives spécifiques d'une année à une autre jusqu'à concurrence de 7,5 pour cent de la part pour l'année d'utilisation effective.
5. La Communauté informe la Thaïlande des mesures prises le cas échéant en application des paragraphes qui précèdent.
6. L'imputation sur une limite quantitative spécifique visée au paragraphe 1 est effectuée par les autorités compétentes de la Communauté au moment de la délivrance de l'autorisation préalable prévue par le règlement communautaire relatif au régime de perfectionnement passif économique (Règlement (CEE) n° 636/82). Une limite quantitative spécifique est imputée pour l'année durant laquelle une autorisation préalable est délivrée.
7. Un certificat d'origine est délivré par la Thaïlande pour tous les produits visés par le présent protocole conformément aux dispositions du Protocole A de l'Accord, faisant mention de l'autorisation préalable visée au paragraphe 6 comme preuve que l'opération de transformation décrite dans l'autorisation préalable a été effectuée en Thaïlande.
8. La Communauté communique à la Thaïlande les noms et adresses des autorités compétentes de la Communauté ainsi que les spécimens des empreintes des cachets utilisés par ces autorités pour la délivrance des autorisations préalables visées au paragraphe 6.
9. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 à 8 ci-dessus, la Thaïlande et la Communauté continueront de se consulter pour trouver un moyen mutuellement acceptable de permettre aux deux parties de mettre à profit les dispositions relatives au régime de perfectionnement passif dans l'Accord en vue d'un développement effectif du commerce de textiles entre la Thaïlande et la Communauté.

DECLARATION CONJOINTE CONCERNANT LES TISSUS BATIK

A. La Communauté et la Thaïlande conviennent que les tissus "batik" ne peuvent être décrits comme ayant été fabriqués selon le procédé batik artisanal traditionnel que si, pour chacune des couleurs ou des teintes appliquées au tissu, les trois opérations ci-après ont été effectuées à la main:

- a) par affinage (application de cire à la main sur le tissu);
- b) teinture/peinture (application de couleur, soit par la méthode artisanale traditionnelle de la teinture, soit par la peinture à la main);
- c) élimination de la cire (action de faire bouillir le tissu pour en enlever la cire).

B. Les parties conviennent en outre des arrangements ci-après:

- 1. Les autorités communautaires compétentes acceptent en tant que produits textiles artisanaux relevant du folklore traditionnel au sens de l'article 1, point c), du Protocole B tous les tissus batik, quelle que soit la méthode de fabrication du tissu de base, et tous les produits fabriqués ou confectionnés à partir de ces derniers, qu'ils soient cousus à la main ou sur une machine à coudre actionnée à la main ou au pied, pour autant que le procédé d'application de couleurs et de teintes sur le tissu a été le procédé batik artisanal traditionnel décrit au paragraphe A ci-dessus, et sous réserve de la certification voulue par les autorités thaïlandaises compétentes.
- 2. Les autorités thaïlandaises compétentes délivrent des certificats conformes au modèle joint en annexe au Protocole B pour les tissus batik ou les produits en ces tissus uniquement si ces tissus ou produits ont été fabriqués selon les procédés, y compris en particulier le procédé batik artisanal traditionnel, spécifiés dans le paragraphe qui précède.

Chef de la délégation
de la Thaïlande

Chef de la délégation de la
Communauté économique européenne

PROCES-VERBAL APPROUVE N° 2

Nonobstant l'article 12, paragraphe 1, du présent accord, pour des raisons techniques ou administratives impératives ou pour trouver une solution à des problèmes économiques résultant de la concentration régionale des importations, ou pour combattre le contournement et la transgression des dispositions du présent accord, la Communauté établira pour une période limitée un système de gestion spécifique conforme aux principes du marché intérieur.

Toutefois, si les parties ne sont pas en mesure de parvenir à une solution satisfaisante au cours des consultations prévues à l'article 12, paragraphe 3, la Communauté peut établir des limites temporaires pour une ou plusieurs de ses régions. En pareil cas, ces limites n'empêchent pas l'importation dans la (les) région(s) concernée(s) de produits qui ont été expédiés de Thaïlande sur la base de licences d'exportation obtenues avant la date à laquelle la Communauté a notifié formellement à la Thaïlande l'établissement des limites susmentionnées.

La Communauté informe la Thaïlande des mesures techniques et administratives définies dans la note verbale ci-jointe que les deux parties doivent prendre pour mettre en oeuvre les dispositions des paragraphes ci-dessus conformément aux principes du marché intérieur.

Pour le gouvernement du
Royaume de Thaïlande

Pour le Conseil de la
Communauté économique européenne

PROCES-VERBAL APPROUVE N° 3

Dans le cadre de l'Accord entre la Communauté économique européenne et le Royaume de Thaïlande sur le commerce de produits textiles et d'habillement, paraphé à Bruxelles le 17 décembre 1992, les parties sont convenues que la Thaïlande s'efforce de ne pas priver certaines régions de la Communauté qui ont traditionnellement des parts de contingents communautaires relativement petites d'importations de produits servant d'intrants pour leur industrie de transformation.

La Communauté et la Thaïlande sont convenues en outre de tenir des consultations, si le besoin s'en fait sentir, afin d'éviter les problèmes qui pourraient se poser à cet égard.

Les parties sont convenues que le présent procès-verbal approuvé remplace le procès-verbal approuvé correspondant de l'Accord à ce sujet.

Pour le gouvernement du
Royaume de Thaïlande

Pour le Conseil de la
Communauté économique européenne

NOTE VERBALE

La Direction générale des relations extérieures de la Commission des Communautés européennes présente ses compliments à la Mission du Royaume de Thaïlande auprès des Communautés européennes et a l'honneur de se référer à l'Accord sur les produits textiles négocié entre le Royaume de Thaïlande et la Communauté, appliqué depuis le 1er janvier 1987, tel que prorogé par l'échange de lettres paraphé le 9 octobre 1991 et prorogé encore par l'échange de lettres du 17 décembre 1992.

La Direction générale souhaite informer la Mission du Royaume de Thaïlande que la Communauté a décidé d'appliquer, à compter du 1er janvier 1993, les dispositions du paragraphe 1 du Procès-verbal approuvé n° 2 à l'échange de lettres paraphé le 17 décembre 1992. En conséquence, les dispositions correspondantes des articles 7 et 12 du Protocole A à l'Accord s'appliquent aussi à compter de la date susmentionnée.

La Direction générale des relations extérieures saisit cette occasion pour renouveler à la Mission du Royaume de Thaïlande auprès des Communautés européennes l'assurance de sa plus haute considération.

PROCES-VERBAL APPROUVE N° 4

Dans le cadre de l'Accord entre la Communauté économique européenne et le Royaume de Thaïlande sur le commerce de produits textiles et d'habillement, appliqué depuis le 1er janvier 1987, tel que prorogé par l'échange de lettres paraphé le 9 octobre 1991 et prorogé encore par l'échange de lettres paraphé le 17 décembre 1992, la Thaïlande a accepté de coopérer, à compter de la date de la demande de consultations et en attendant l'issue des consultations visées à l'article 12, paragraphe 3, en ne délivrant pas de licences d'exportation qui aggraveraient encore les problèmes résultant de la concentration régionale d'importations directes dans la Communauté.

Pour le gouvernement du
Royaume de Thaïlande

Pour le Conseil de la
Communauté économique européenne